

# La politique compassionnelle ou la défaite de la pensée libérale

« **E**lodie a raison... »  
 « Je parle sous le contrôle de Martine... » Ainsi s'est exprimé Nicolas Sarkozy tout au long de l'émission de TF1 du 25 janvier dernier. Comme l'ont noté la plupart

des commentateurs, cette attitude marquait une volonté d'empathie. Le président voulait montrer qu'en période de crise il n'était pas au-dessus des Français, mais à leurs côtés. Pas de malentendu : dans ce rôle, il fut à mes yeux excellent. Plutôt humble, bon débateur, et qui plus est sincère. Je ne mets nullement sa parole en doute lorsqu'il affirme avoir l'intérêt général pour unique boussole. En outre, il est vrai que son métier est le plus difficile du monde. Je suis convaincu qu'à sa place nul n'aurait fait mieux.

Imaginons un instant Ségolène Royal ou François Bayrou au pouvoir - Chirac et Villepin y furent déjà : tout le monde sent bien qu'au minimum ils rencontreraient les mêmes difficultés que lui sans avoir pour autant son énergie et son talent. Eux aussi seraient critiqués quotidiennement par la presse comme par ces soixante-cinq millions de râleurs potentiels dont dispose le pays. Eux aussi décevraient inévitablement une partie de leur camp, parce que le réel mondialisé, tout simplement, résiste aux assauts des politiques nationales, quelles qu'elles soient. Ce n'est donc pas là que le bât blesse. Ce qui me gêne, c'est l'abandon, chaque jour plus évident, de toute pensée libérale par notre président. La droite veut-elle sérieusement interdire les délocalisations chez Renault et titulariser les contractuels ? J'espère bien que non. En lisant le discours de Davos, j'ai l'impression d'entendre à nouveau la musique antilibérale de Jacques Chirac. Non que tout soit erroné, loin de là. Qu'il soit insensé de laisser des banques privées détruire l'économie réelle par leur avidité folle, qui le niera ? Personne. Pas davantage qu'on ne refusera à Nicolas Sarkozy le mérite d'avoir puissamment contribué à créer le G20.

Alors, dans ces conditions, qu'est-ce qui cloche ? Deux choses, à vrai dire. La première est d'ordre pédagogique, mais la forme touche au fond : on ne peut pas, comme Mitterrand en 1983, virer à cent quatre-vingts degrés sans explication ni transition. Il faut dire la vérité et reconstruire une vision du monde. En 2007, la campagne élec-

torale était libérale et proaméricaine. Le discours d'aujourd'hui pourrait parfois être signé par Besancenot. L'attitude de la gauche en témoigne, qui ne trouve plus à s'opposer au président que sur le mode « d'accord avec ce qu'il dit, pas avec ce qu'il fait ». Il est urgent d'expliquer, d'indiquer ce que la crise a conduit à corriger dans le discours, mais dès lors aussi dans la pratique. Comment les idées pourraient-elles changer à ce point sans que les actes ne s'en ressentent ? François Fillon déclarait voilà deux ans être à la tête d'un État en faillite, alors que les déficits étaient en dessous de la barre des 50 milliards. Ils flirtent aujourd'hui avec les 150 milliards ! Peut-on, dans ces conditions, ne pas revenir sur des décisions, défendables avant la crise, mais à l'évidence totalement décalées aujourd'hui ? Ne faut-il pas refixer des priorités, avoir le courage d'en finir avec les dépenses qui ne touchent ni la lutte contre le chômage ni la relance de l'économie (suppression de la pub à la télé, défiscalisation des heures sup, taxe carbone, TVA des restaurateurs, numérisation intempestive...) ?



Mais il y a plus : la dureté des temps, qui porte le président vers une politique de la compassion, semble avoir tué la pensée libérale, désormais assimilée à la crise ou, pire si possible, à la rigueur. Bref, il semble à nouveau qu'on ne puisse plus être libéral et « gentil ». C'est dommage, parce que plus que jamais pourtant nous allons avoir besoin d'un libéralisme intelligent. Plus que jamais il va nous falloir pratiquer la rigueur budgétaire et lutter contre les pesanteurs de l'État. Tous les économistes le disent : le fameux « modèle social français », qui a amorti le choc, joue maintenant contre la sortie de crise. Si nous en restons à la compassion et aux dépenses tous azimuts, nous atteindrons 2012 dans une situation calamiteuse, y compris pour les plus faibles. Le président doit être devant les Français, pas à côté. Il n'est pas là pour être aimé, mais pour accepter la part d'ingratitude inhérente à un métier où la vision à long terme et le courage sont plus rares et plus précieux que la compassion.